

Zeitschrift:	Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses
Herausgeber:	Alliance nationale de sociétés féminines suisses
Band:	26 (1938)
Heft:	527
Artikel:	Un contrat-type pour le personnel domestique féminin à Genève : [1ère partie]
Autor:	Brenner, S.
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-263070

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Mouvement Féministe

Parait tous les quinze jours le samedi

DIRECTION ET RÉDACTION
Mme Emile GOURD, Crêts de Pregny

ADMINISTRATION
Mme Renée BERGUER, 7, route de Chêne
Compte de Chèques postaux I. 943

Organe officiel
des publications de l'Alliance nationale
de Sociétés féminines suisses

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs

ABONNEMENTS
SUISSE Fr. 6.—
ÉTRANGER 8.—
Le numéro 0.25

L'abonnement partant du 1^{er} Janvier, à partir de Juillet, il est
différent de l'abonnement de 6 mois (3 fr.) valable pour la période de
l'année en cours.

ANNONCES

11 cent, le mm.

Largur de la colonne : 70 mm.

Réductions p. annonces répétées

Le soir de la vie apporte avec lui sa lampe.

JOUBERT.

Vacances...

Comme chaque année, et tout autant pour motifs budgétaires que pour assurer à nos collaboratrices et à notre rédaction cette détentre indispensable à tout travail fécond, le Mouvement Féministe interrompt sa parution pendant quelques semaines d'été. Son prochain numéro sortira donc de presse le 27 août.

En revanche, l'Administration de notre journal, estimant que dans les temps difficiles que nous traversons il est indispensable d'être à son poste, continuera à recevoir une vraie reconnaissance tout abonnement nouveau, toute demande de numéros à distribuer gratuitement — et tout versement à son compte de chèques ! (Adresse pour la correspondance : 7, route de Chêne, Genève; compte de chèques postaux I. 943).

Un contrat-type pour le personnel domestique féminin à Genève

Il y a fort longtemps que l'on cherche à relever le niveau du service de maison et à en améliorer les conditions de travail: les lectrices du Mouvement sont suffisamment au courant de tous les efforts faits dans ce sens par tous les groupements qui se préoccupent de cette question pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister ici sur ce point. Rappelons seulement brièvement l'enquête menée dans notre pays en 1930-31 par la « Commission suisse d'étude des questions intéressant le service de maison », Commission constituée sous les auspices de l'Office fédéral du Travail, qui, étant assailli de toutes parts de plaintes sur la pénurie d'employées de maison, désirait connaître les causes de cette pénurie.

Selon les résultats de cette enquête, les deux causes principales éloignant les jeunes filles de cette profession sont : 1. le défaut de considération accordée à l'employée de maison; 2, et surtout, la durée du travail. Il est donc tout à fait inexact de dire comme on le fait souvent que la pénurie d'employées qui règne à l'état endémique dans le service de maison provient du peu de goût qu'éprouvent les jeunes filles pour le travail ménager; le contraire est prouvé par le succès de l'apprentissage ménager dans les cantons où il est organisé, ou des cours d'initiation au service, par l'augmentation sensible du nombre des employées de maison de nationalité suisse (12.000 entre 1920 et 1930), etc. Mais on ne doit pas oublier les facteurs, qui, à côté du facteur gain jouent un rôle dans le choix d'une profession, et on ne peut reprocher à une jeune fille d'être attirée de préférence vers un métier, dont les conditions sont réglementées par une loi, et dans lequel elle verra sa dignité respectée.

De toutes ces considérations est née l'idée du contrat-type de travail pour le personnel domestique. Certes, des *Conseils aux maîtresses de maisons et à leurs employées*, des *Instructions, des Aide-mémoires, etc., etc.* ont été publiés et ont eu un effet certain, mais trop restreint. C'est pourquoi l'on a cherché autre chose, pouvant s'appliquer à tous les engagements d'employées de maison. Or, l'opinion publique n'est pas préparée chez nous à la promulgation d'une loi réglementant les conditions du service de maison, et d'ailleurs, les relations de confiance entre patrons et employées, qui sont le caractéristique de ce service, ne s'accorderaient guère d'une réglementation rigide. Le contrat collectif est impossible dans cette profession, faute de groupements tant patronaux qu'ouvriers bien organisés: il ne restait donc qu'à faire usage de l'art. 324 du Code des Obligations et à introduire le contrat-type de travail.

À Genève, c'est grâce à l'initiative du groupe des femmes socialistes que cette idée prit corps, et une Commission composée de dé-

léguées de huit Sociétés féminines¹ travailla longuement à l'élaboration d'un contrat-type avant de le soumettre à l'Office de Conciliation pour qu'il acquière force de loi. Ce contrat-type genevois est le troisième de son genre en Suisse, Zurich, Winterthour et le Tessin nous ayant précédées dans cette voie. Ailleurs, à Neuchâtel et à St-Gall, par exemple, des projets sont à l'étude; à Lausanne, un contrat-type a été également élaboré par le Cartel des Sociétés féminines lausannoises, qui a préféré, avant de demander aux autorités de le sanctionner, d'en faire d'abord l'essai à bien plaisir dans le plus grand nombre possible de ménages.

Le contrat-type — comme le contrat collectif d'ailleurs — a l'avantage de grouper et de coordonner les dispositions éparses, tant dans le Code civil pour ce qui concerne la communauté domestique, que dans le Code des obligations en ce qui concerne le contrat de travail, ou que dans certaines lois cantonales. En outre, ces dispositions sont ordinairement rédigées de façon très générale, parce qu'elles doivent s'appliquer à tous les contrats de travail (ouvriers, employés, ingénieurs, etc.), et leur interprétation donne souvent lieu à des discussions: par exemple la notion du « temps relativement court » pendant lequel les soins médicaux et pharmaceutiques et le salaire doivent être payés en cas de maladie ou d'accident. Il y a donc tout avantage, non seulement à grouper ces dispositions, mais encore à les préciser, en tenant compte des améliorations à apporter aux conditions de travail de la profession.

(La fin en 3^{me} page) S. BRENNER.

¹ Secrétaire romand du Comité s'intéressant au service domestique, Union des Femmes, Amies de la jeune fille, Oeuvre catholique internationale de protection de la Jeune fille, Syndicat chrétien du personnel de maison, Section genevoise de la Société d'utilité publique des femmes suisses, Groupe des Femmes socialistes, Centre d'organisation ménagère.

À la mémoire de Maria Véroné

Une cérémonie bien émouvante, consacrée à la mémoire de la grande avocate féministe que nous pleurons tous, a eu lieu à Paris le 20 juillet dernier à la salle des Sociétés savantes, sous les auspices de la Ligue française pour le Droit des Femmes, dont Maria Véroné fut pendant tant d'années la présidente et l'inspiratrice.

Avec une émotion qu'elle avait peine à maîtriser Mme Andrée Lehmann, qui, en qualité de secrétaire générale de la Ligue, collabore activement avec la disparue, retracé sa carrière dès sa jeunesse et rappela tout l'effort réalisé par elle au Palais de justice, dans le journalisme, comme féministe. Me Moro-Giafferi apporta l'hommage ému du barreau parisien, auquel s'associerent plusieurs de ses collègues en admirant le talent, la dignité professionnelle, le courage et le grand cœur de Maria Véroné. De leur côté, plusieurs féministes notoires, françaises et étrangères (et parmi ces dernières, notre présidente internationale, Mrs Corbett Ashby, accourut tout exprès de Londres en avion) telles Mmes Suzanne Grinberg, Pichon-Landry, Legrand-Falco, et d'autres encore, évoquèrent la grande figure de celle qui fut une infatigable lutteuse pour notre cause, et à qui un hommage direct a été immédiatement rendu par la ville de Bordeaux, qui a donné le nom de Maria Véroné à un monument public.

Les groupes féminins du parti radical

A l'occasion du congrès radical suisse, tenu à Berne le 29 mai, se sont réunis les groupes féminins du parti radical de Winterthour, Zurich, St-Gall, Berne et Lausanne. Les participantes ont discuté du Code pénal fédéral et décidé de créer des groupes féminins dans tous les cantons.

S. F.

Avant la votation fédérale du 3 juillet 1938

(Code Pénal Suisse)

La femme est soumise au Code Pénal comme l'homme

Pourquoi donc ne lui demande-t-on pas son avis?

Femmes, réclamez toutes votre droit de vote.

Le Code Pénal traite de la protection de l'enfance

Pourquoi donc les mères ne sont-elles pas consultées?

Femmes, réclamez toutes votre droit de vote.

Texte des deux annonces que l'Association genevoise pour le Suffrage féminin vient de faire paraître dans chacun des cinq journaux quotidiens du canton.

L'Alliance Nationale des Sociétés féminines suisses et le Code Pénal

L'avortement et le Code Pénal Suisse (Réponse à Mlle Quinché)

Voici plus de quarante ans que nos Associations féminines s'occupent du Code Pénal suisse. De 1893 à 1918, elles ont adressé, souvent en concours avec des Sociétés masculines ou mixtes, plus de trente pétitions aux Commissions d'étude. En prenant position au moment de la votation du 3 juillet, nous ne faisons donc que parachever un effort de nombreuses années, entrepris dans l'intérêt de la génération qui monte.

Les femmes ont un intérêt majeur à ce que le Code soit accepté par les électeurs parce que :

Il permet une lutte plus efficace contre la criminalité et plus de justice dans le traitement des coupables.

Il crée une meilleure protection des femmes et des enfants contre les délits de mœurs.

Il prescrit la rééducation de la jeunesse en danger moral, et cela dans tous les cantons, et prévient ainsi l'accroissement de la criminalité.

Il permet de tenir largement compte des particularités cantonales.

Appliquons-nous à ce que tous les électeurs de nos familles et nos amis fassent leur devoir le 3 juillet, et votent l'adoption du Code Pénal Suisse.

ALLIANCE NATIONALE DE SOCIÉTÉS FÉMININES SUISSES.

Dans son article contre le Code Pénal paru dans le Mouvement du 11 juin, Mlle Quinché, critique le compromis introduit dans ce Code pour donner satisfaction aux cantons catholiques, en exigeant l'avis d'un second médecin autorisé du canton où réside la personne enceinte, ou bien où aura lieu l'opération, alors que dans certains cantons protestants (Vaud, par exemple) il suffit que l'avortement soit opéré par un seul médecin, du moment que la santé de la mère est exposée à une atteinte grave et permanente.¹ Cette disposition assurément crée des complications et des ennuis, soit pour la femme enceinte, soit pour le médecin, mais ne consiste certes pas une prescription qui puisse faire douter un instant de la valeur du Code suisse dans son ensemble.

N'oublions pas d'ailleurs que cette restriction, apportée à une pratique trop facile dans certains cantons, servira dans bien des cas la cause de la femme: le fait est connu que le mari ou l'amant sont les premiers à réclamer l'interruption de la grossesse, sans aucune nécessité médicale, alors que la femme elle-même serait désireuse d'avoir son enfant. Un Code plus sévère peut donc mettre un frein à l'exploitation sexuelle de la femme. Il serait bon que l'opposition politique considérât la mesure des faits qu'elle avance, et ne les jugeât pas d'un point de vue aussi unilateral.

E.

¹ Comment ne pas être frappé à la lecture de ces articles du fait ce que c'est une législation faite exclusivement par des hommes, qui va être acceptée ou rejetée exclusivement par des hommes, qui règle une question exclusivement féminine comme celle-là? En vérité, si les femmes ne réalisent pas à propos de cette votation l'injustice et l'illogisme de la situation qui nous est faite, à nous, femmes suisses... on se demande en vérité ce qu'il faudra pour qu'elles deviennent suffragistes?... (Réd.).



Les femmes et la Société des Nations

Les femmes à la XXIV^e Conférence Internationale du Travail

II 1

C'est dans les Commissions que les femmes déléguées ont cette année surtout déployé leur activité. Miss Miller (Etats-Unis) fut élue rapporteuse de la Commission qui avait à son ordre du jour la durée du travail dans les transports sur route, et c'est en cette qualité qu'elle prit la parole en séance plénière pour rendre compte du travail de cette Commission. Son rapport fut adopté avec applaudissements, et une Ligue internationale d'ouvrières des transports eut même la galanterie de lui offrir un beau bouquet! De son côté, Mlle Dora Schmidt (Suisse) assuma la charge de secrétaire du groupe gouvernemental de la Conférence, charge qui, cette année d'ailleurs, n'impliqua pas beaucoup de travail. Mais venons-en aux Commissions.

¹ Pour le premier article, voir le précédent numéro du Mouvement.

1. A la Commission de l'Enseignement technique et professionnel, se firent surtout entendre Mrs. Beyer (Etats-Unis), Mme Gloerfelt-Tarp (Danemark) et Mme Palma Guillen (Mexique). Mme Atanatskovich (Yougoslavie) siégeait également à cette Commission, devant laquelle Mrs. Beyer fit valoir de façon très sympathique le point de vue du gouvernement des Etats-Unis. Une proposition de Mme Gloerfelt-Tarp introduisit une discussion intéressante et d'inspiration toute moderne sur l'enseignement de l'économie ménagère. Le B. I. T., dans le projet qui servait de base à la discussion, avait rédigé comme suit les textes sur lesquels l'avis des gouvernements sera demandé cette année:

13. 1. Utilité de créer, en nombre suffisant, des écoles professionnelles pour les professions auxquelles s'adonne principalement la main-d'œuvre féminine.

2. Dans tous les autres cas, droit égal d'accès pour les travailleurs des deux sexes à toutes les institutions d'enseignement professionnel et technique sous réserve que les personnes du sexe féminin ne soient pas appelées à s'y livrer à des travaux également interdits pour motif de santé.

3. Droit égal pour les personnes des deux sexes à l'obtention des mêmes certificats et diplômes consacrant les mêmes études.

4. Place à réservé aux matières ayant trait à l'économie ménagère dans les programmes d'enseignement professionnel destinés aux femmes.

(La suite en 3^{me} page).

D. S.